

Le Fihavanana ne suffira plus

Blog d'Alain Rajaonarivony, journaliste - 11/05/12



Le crime paie ! C'est une conclusion évidente pour beaucoup de Malgaches. Tandis que la majeure partie de la population s'enfoncé dans le désespoir et la misère plus noire, les nouveaux riches affichent insolemment leur réussite fulgurante au volant de 4x4 de luxe comme les Hummer ou lors de mariages princiers à x milliards d'Ariary. Les villas poussent comme des champignons et tout le monde connaît les bases de cette richesse voyante : trafics en tout genre (Bois de rose entre autres), spoliation des terres des paysans, corruptions, commissions occultes, détournements de fonds, meurtres, abus de pouvoir... De même, la cause première de tout cela est clairement définie : le coup d'état du 17 mars 2009...

La crise politique mine petit à petit les fondements de la culture et de la société malgaches. Outre l'effondrement économique du pays, ce sont surtout les valeurs morales régissant la vie sociale qui se délitent. Le train de vie fastueux des dirigeants politiques et économiques du moment contraste violemment avec la descente aux enfers des honnêtes gens et constitue un puissant aimant. Cette «élite» est en train de servir de modèle à tous ceux qui versent dans la criminalité. Il ne faut pas chercher plus loin l'explosion de la violence et de l'insécurité.

Andry Rajoelina occupe indûment le fauteuil de chef d'Etat en toute illégalité depuis maintenant trois ans. Entretemps, il ne s'est pas contenté de réduire à néant Tiko, le fleuron de l'agro-alimentaire malgache, il a tout simplement détruit le pays. L'ancien président Albert Zafy l'a accusé publiquement d'être impliqué dans le trafic de Bois de rose et avait porté plainte. Le dossier a disparu du tribunal et l'affaire classée.

Andry Rajoelina est devenu une malédiction pour le pays. En trois ans, les putschistes, à force de passages à l'acte, ont ruiné les bases même du «vivre-ensemble». Et pourtant, le destin de Andry Rajoelina aurait pu être autre. Le 17 janvier 2009, il inaugurait de manière solennelle la Place de la Démocratie, symbole s'il en est de la liberté et du respect des citoyens, avec Nadine Ramaroson (voir article : [«J'y étais»](#)), déjà très engagée dans les actions sociales et qui lui apportera le soutien des quartiers populaires. Tout aussi symboliquement, cette place sera cadenassée et interdite dès sa prise de pouvoir (voir article : [«Place de la Démocratie : souvenez-vous...»](#)).

Non seulement, il trahira les espoirs que les Tananariviens, aspirant à une véritable société moderne et libre, mettaient en lui mais il n'aura de cesse d'essayer de se débarrasser de sa campagne de lutte en qui il voyait une rivale. Depuis avril 2010, Andry Rajoelina se méfiait de Nadine Ramaroson qu'il accusait de vouloir fomenter un coup d'état (voir article : [«Madagascar : bientôt la fin...»](#)). La ministre s'était opposée aux abus

de pouvoir de Marc Ravalomanana mais elle dénonçait aussi avec autant de détermination ceux de la HAT. Sa popularité était telle qu'elle devenait plus dangereuse que les opposants officiels (facilement achetables) pour le régime corrompu.

La commission officielle d'enquête n'a jamais rendu ses conclusions finales sur le fameux «accident» de Sonierana-Ivongo (voir article : «[Les vrais hommes de ce pays sont...les femmes](#)»). Et le pouvoir fait tout pour effacer Nadine Ramaroson de la mémoire des Malgaches. Mauvais calcul qui se retournera contre lui ! (voir article : «[Rapport sur l'assassinat de Nadine Ramaroson](#)»).

Plusieurs enquêtes sont en cours dans l'ombre et des révélations sont faites régulièrement sur le mur Facebook de la défunte ministre que je gère maintenant en accord avec sa famille. Certains renseignements ne peuvent émaner que de personnes proches des cercles de décisions. Nadine Ramaroson avait des amis aussi bien au sein de la HAT que des légalistes. Elle représentait une voie, celle de la réconciliation des Malgaches. Elle était certaine de sa popularité et était prête à affronter Marc Ravalomanana dans une élection, contrairement à Andry Rajoelina. C'est pour cela qu'elle ne s'est jamais prononcée publiquement contre le retour de l'ancien président (voir article : «[Nadine ne les gênera plus](#)»). Et c'est cet espoir qu'on a tenté de tuer avec elle.

Dès la mort de la ministre, Andry Rajoelina s'est empressé de signer des accords de paix tant il était déstabilisé (voir article : «[Accords signés... mais à quel prix ?](#)»). Depuis, il cherche à contourner sa signature et tente d'empêcher le retour de l'ancien président par tous les moyens, aidé en cela par la France (voir par exemple l'article : «[Omer, l'impuissance tranquille...](#)»).

Le peuple avait cru enfin que le «Fihavanana», mode de résolution des conflits qui privilégie l'apaisement, le pardon et le respect mutuel au détriment de la stricte justice ou des intérêts personnels (voir article : «[Fihavanana ? yes, you can, Andry & Ra8](#)»), allait prévaloir et le pays sortir de l'impasse. Espoir déçu par des putschistes aussi insatiables que morts de peur. Car la peur est en train de changer de camp.

Et comme les femmes et les hommes libres n'accepteront jamais le triomphe de l'injustice et de l'iniquité, avec Elimberaza Mandridake (professeur Limby pour ses étudiants) (voir articles : «[Le monstre entre deux eaux](#)» et «[L'appel d'un citoyen](#)»), nous avons décidé de lancer le «**Mouvement des Citoyens Patriotes Malagasy**».

Pourquoi «Citoyen Patriote» ? Parce que c'était le pseudo de Nadine dans le forum du site «Tiako-i-Madagasikara.org» dont j'étais un des responsables en 2002. Elle y ferrailait alors pour me défendre contre les ratsirakistes et nos autres adversaires. Parfois, j'étais en voiture quand je recevais un coup de fil de Genève : «Tu te fais attaquer sur le forum. Mais ne t'inquiètes pas, on te défend !». Les anciens de 2002 se souviennent sûrement de ses interventions.

A mon tour de défendre donc sa mémoire et ses idées. Elles sont simples : nous nous battons pour que la démocratie véritable règne à Madagascar, avec le respect absolu de la législation, des règles républicaines et des Droits de l'Homme,

Pour que le choix du peuple, lors d'élections libres et transparentes, soit respecté et qu'aucun groupe, soutenu par l'armée ou non, ne s'arroge le droit de parler à sa place,

Pour qu'il y ait une véritable équité sociale avec une redistribution juste des richesses du pays,

Pour que la question sociale soit au centre des préoccupations politiques (couverture santé, éducation, logement, retraites, lutte contre la pauvreté...),

Que le fokonolona, qui est une structure de proximité adaptée à la psychologie et à la culture des Malagasy, retrouve sa place dans la gestion administrative et sécuritaire,

que la justice soit véritablement indépendante et...

qu'Andry Rajoelina quitte sans délai le pouvoir. Non seulement, nous sommes convaincus qu'il a le sang de Nadine sur les mains mais trois ans sont un délai de grâce largement suffisant s'il voulait vraiment faire quelque chose de positif.

D'autres propositions suivront mais rien ne pourra se faire dans le contexte actuel. Etant donné l'ampleur du mal et le sang versé, plus que de Fihavanana, Andry Rajoelina, et le pays tout entier, a désormais besoin de repentance. C'est à cette condition qu'on pourra éviter que le sang ne coule de nouveau.

La non-violence est l'arme de l'esprit et elle est tout sauf de la lâcheté, car il faut du courage pour se tenir debout face à des adversaires qui peuvent aller jusqu'au meurtre. Si je suis l'initiateur, avec le professeur Limby, du «Mouvement des Citoyens Patriotes Malagasy», et si nous en sommes pour l'instant les seuls responsables officiels, ce mouvement est ouvert à tout le monde. Selon les mots même de la famille de Nadine, «son héritage appartient à tous» et ses parents nous ont donné le «tsodrano» (la bénédiction), quand nous leur avons fait part de notre projet...

Le sacrifice de Nadine a déterminé cet engagement. Quoiqu'il arrive, au moins, on ne pourra pas nous reprocher de ne pas avoir combattu...

Photo : La Une du journal malgache TeloNohorefy qui met en cause les plus hauts dirigeants et des ressortissants français d'origine karana dans l'assassinat de la ministre.

Source : <http://alainrajaonarivony.over-blog.com/>